

André Versaille
Éditeur

Grand Discours
par
Mustafa Kemal, dit Atatürk,
du 15 au 20 octobre 1927

Tiré du livre

LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX^e SIÈCLE

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



Édition établie et présentée par
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours
qui ont marqué
le XX^e siècle

Préface de Jean-François Lisée
Introduction de Geoffroy Matagne

❧ *André Versaille éditeur* ❧

12 – MUSTAFA KEMAL, DIT ATATÜRK GRAND DISCOURS

15 au 20 octobre 1927

C'est en 1934, quatre ans seulement avant la mort de son fondateur, que la République turque adopta une loi obligeant tout citoyen à joindre un nom de famille à son prénom. À cette occasion, le président Mustafa Kemal (1880/1881 ?-1938) se choisit symboliquement le patronyme d'Atatürk, ou « Père des Turcs ». Bâtitteur de la Turquie moderne, défenseur acharné de la laïcité et de la diffusion des valeurs et du mode de vie occidentaux, il a réussi, en quelques années de pouvoir absolu et souvent implacable, à transformer les restes de l'Empire ottoman, décrit comme « l'homme malade de l'Europe », en un pays résolument tourné vers l'avenir. Mais depuis sa disparition, la Turquie a largement usé de son droit d'inventaire sur l'héritage kémalien.

Un chef militaire

Issu d'une famille modeste, Kemal intègre pourtant, en 1902, la prestigieuse École d'état-major, où il s'investit dans le mouvement d'opposition à l'absolutisme du Sultan Abd-ül-Hamid. Il entre ensuite dans le Comité Union et Progrès (CUP) qui, dès 1907, rassemble tous les réformateurs, dont les nationalistes Jeunes-Turcs. En 1908-1909, ceux-ci renversent le Sultan et rétablissent la Constitution de 1876, garantissant un Parlement bicaméral. Dans ce nouveau régime, Kemal n'est pas au premier plan. Il est l'un des chefs de l'Armée du Mouvement, mise sur pied par les Jeunes-Turcs, mais ses relations avec certains leaders du CUP sont mauvaises. En 1911, il participe à la guerre turco-italienne en Libye et, en 1912-1913, aux guerres turco-balkaniques. Progressivement, il s'éloigne des Jeunes-Turcs qu'il juge trop germanophiles et panislamistes.

Durant la Première Guerre, Kemal mène victorieusement la campagne des Dardanelles contre les Français et les Britanniques (1915-1916) puis combat en Anatolie contre les Russes (1916-1917) et, en juillet 1917, est nommé commandant de la 7^e Armée en Syrie. Mais la Première Guerre marque la fin de l'Empire ottoman qui, vaincu, signe l'armistice de Moudros le 30 octobre 1918. En vertu d'accords secrets passés entre eux durant le conflit, Français, Britanniques et Italiens débarquent dans divers territoires ottomans dès novembre. Le 15 mai 1919, les Grecs, belligérants tardifs, obtiennent des Alliés l'autorisation de prendre pied à Smyrne. Mustafa Kemal l'apprend alors qu'il débarque à Samsoun, sur la mer Noire, en tant qu'inspecteur général des armées du

Nord et du Nord-Est. C'est là que son destin bascule, comme il l'explique dans son grand discours-récit de 1927, incompréhensible sans quelques brefs développements préalables.

De l'armistice de Moudros au traité de Lausanne

Contournant l'ordre de mission du sultan Mehmed VI Vahideddin et de son grand vizir Damad Ferid Pacha, Kemal pousse l'Anatolie à la résistance. Alors que les dirigeants turcs semblent prêts à placer le pays sous protectorat anglais, l'inspecteur des armées est décidé à lutter pour l'indépendance en renversant, s'il le faut, le régime en place. Fin juin, par la circulaire d'Amasya, il annonce la tenue d'un congrès national à Sivas en septembre. Rappelé à Istanbul, il refuse d'y rentrer, quitte l'armée et devient président de l'Association pour la défense des droits des provinces orientales, qui tient congrès à Erzeroum au cœur de l'été 1919. On y proclame l'intangibilité des frontières et de la souveraineté nationales, le refus de toute immixtion étrangère et la possibilité, en cas de défaillance du gouvernement d'Istanbul, de constituer un gouvernement de salut public. Quelques semaines plus tard, à Sivas, les nationalistes se font de nouveau entendre, même si les Alliés voient surtout en eux des ennemis de l'armistice, donc des germanophiles et des opposants à la naissance d'un État arménien¹. Fin décembre 1919, alors qu'ils ont remporté les élections législatives, les nationalistes installent leur comité représentatif à Ankara où ils invitent bientôt une nouvelle Assemblée législative turque à siéger, la Chambre d'Istanbul s'étant dissoute pour protester contre l'occupation anglaise de la ville. Le 23 avril 1920, une Grande Assemblée nationale de Turquie (GANT) est ainsi élue et crée un Conseil des ministres dont le président est Kemal. Il y a désormais deux gouvernements, l'un à Istanbul, avec le Sultan, et l'autre à Ankara.

Le 10 août 1920, l'Empire ottoman est démembré et pratiquement démilitarisé par le traité de Sèvres qui, en ce qui concerne la Turquie, offre la région de Smyrne et la Thrace orientale aux Grecs, la Cilicie aux Français et la région d'Adalia aux Italiens, internationalise et démilitarise les Détroits et prévoit la création d'une Arménie indépendante et d'un Kurdistan autonome. Immédiatement, Kemal part à la reconquête du terrain perdu, s'opposant avant tout aux Grecs et au Sultan, soutenus par les Britanniques. Les premières victoires sont grecques mais, en janvier et mars 1921, les Turcs remportent les deux batailles d'Inönü et, en septembre, celle de Sakarya. Kemal devient *Ghazi* ou « Victorieux ». En mars 1921, par le traité de Moscou, la Turquie récupère Kars et Ardahan, deux districts arméniens ; en juin, l'Italie évacue Adalia ; en octobre,

¹ À la fin du XIX^e siècle, les Arméniens sont, en partie, sous domination ottomane et, en partie, sous domination russe. Chrétiens et fidèles au Tsar, les Arméniens de l'Empire ottoman constituent une minorité peu appréciée des sultans. Des massacres ont lieu vers 1894-1896 mais surtout durant la Première Guerre mondiale, à tel point que l'on peut parler de véritable génocide (deux millions de disparus), terme que conteste toujours la Turquie. Par la paix de Brest-Litovsk, en mars 1918, Moscou restitue Kars et Ardahan aux Ottomans tandis que le reste de l'Arménie sous domination russe doit devenir un État indépendant. En 1920, le traité de Sèvres veut élargir celui-ci à Kars et Ardahan mais les kémalistes récupèrent rapidement les deux districts, entre-temps repassés sous contrôle russe.

la France renonce à presque toute la Cilicie et reconnaît *de facto* le gouvernement d'Ankara. L'année 1922 est cruciale : Français et Italiens évacuent les Dardanelles, au grand dam des Anglais qui soutiennent toujours les Grecs. Ceux-ci sont violemment expulsés de Smyrne par les Turcs qui se livrent à des massacres et incendient la ville. L'armistice est signé à Moudania le 11 octobre. Par le traité de Lausanne du 24 juillet 1923, la Turquie récupère l'Asie Mineure et la Thrace orientale, ce qui implique le déplacement de près d'un million et demi de personnes, Turcs de Grèce et Grecs de Turquie. De plus, les Détroits repassent sous la souveraineté turque² et les capitulations³ sont abolies.

Laïcisation et occidentalisation

Héros militaire et national, Kemal est devenu, à ce moment, le seul chef de la Turquie. Dès le 2 novembre 1922 en effet, la GANT a aboli le sultanat de Constantinople, provoquant la fuite de Mehmed VI, remplacé comme Calife, c'est-à-dire chef spirituel et temporel de tous les musulmans, par Abdülmecid. Un an plus tard, le 29 octobre 1923, la république est proclamée et Kemal, désormais chef du Parti du peuple, en est élu président. Le pas est symbolique mais c'est un processus bien plus vaste, celui d'une laïcisation et d'une modernisation totales de la Turquie, qui est en marche. Le 3 mars 1924, le Califat, symbole de l'interférence entre la religion et l'État, est aboli tandis que d'autres lois suppriment les ministères des Affaires religieuses et des Fondations pieuses et unifient l'enseignement sous un ministère laïque.

En 1925-1926, Kemal fait fermer les couvents et les mausolées, supprime toute une série de titres religieux et interdit le port du *fez*. Il s'agit d'une politique anticléricale mais non antireligieuse : l'islam reste un élément essentiel de culture et de spiritualité mais on le veut modernisé, « turquifié » et compatible avec la république, trois éléments qui expliquent l'intérêt porté au kémalisme par la France d'hier et d'aujourd'hui. Soucieux de se rapprocher de l'Occident, Kemal impose le Code civil suisse, un nouveau Code pénal ainsi que le système horaire et le calendrier internationaux. Dans le même temps, il prend diverses mesures censées réduire l'influence des capitaux étrangers dans l'économie turque et, en 1927, fait adopter une importante loi d'encouragement de l'industrie.

L'opposition à Kemal

Ces bouleversements ne vont pas sans susciter d'opposition dans le pays, tant dans les milieux religieux que chez certains ex-partisans de Kemal qui supportent difficilement le caractère autoritaire de son gouvernement. Fin novembre 1924, certains d'entre eux, dont Kiazim Karabekir, autre héros militaire, quittent le Parti du peuple, qui devient parti républicain populaire, pour fonder le parti républicain progressiste. Par un certain opportunisme, celui-ci semble apporter son appui aux ennemis d'un laïcisme

² Ils restent démilitarisés mais la Turquie peut les remilitariser dans le cas où elle participe à une guerre.

³ Statut fiscal et juridique favorable réservé aux étrangers dans l'Empire ottoman dès le XVI^e siècle.

intransigeant et aux Kurdes, floués par le traité de Lausanne. Mi-février 1925 débute l'insurrection de l'Est, menée par le cheik kurde Said en vue de restaurer le Califat. La répression sera dure : pendaisons, meurtres pour l'exemple et villages rasés. À Ankara même, le pouvoir kémaliste durcit son emprise : vote d'une « loi pour le maintien de l'ordre » qui donne des pouvoirs accrus au gouvernement, création de tribunaux spéciaux dits d'« indépendance », interdiction de plusieurs journaux, emprisonnement de militants communistes et dissolution du parti républicain progressiste. En juin 1926, nouvelle alerte : un complot visant à assassiner Kemal est déjoué à Smyrne (Izmir). Les responsables sont exécutés mais le Président en profite pour procéder à deux cents arrestations et emprisonner quinze députés de l'opposition. Aux élections de 1927, le parti de Mustafa Kemal reste seul en lice et remporte 429 sièges sur 433.

Le Nutuk

Ce sont tous ces événements et toutes ces réformes, depuis le débarquement à Samsoun en mai 1919, qui constituent la trame du « grand discours » prononcé par Kemal en octobre 1927 au deuxième congrès du parti républicain populaire et dont de courts extraits sont reproduits ci-dessous. Ce discours ou *Nutuk*, préparé dès la mi-mai, est à la fois un bilan, une auto-justification, une prise de position pour l'avenir et une sorte de testament. S'il n'a pas manqué de susciter, durant sa phase de rédaction, une certaine tension entre modérés et ultra-nationalistes au sein du parti, c'est Kemal qui, sur base de la documentation rassemblée par ses proches, le modèle et en prend la responsabilité. Il commence à le prononcer le 15 octobre 1927 et va parler pendant six jours car le texte dure plus de trente-six heures et demie. À ce discours-fleuve qui, transcrit, couvre 543 pages en turc et 724 en anglais, sont annexées des dizaines de documents que Kemal veut faire considérer comme autant de preuves. Car, comme l'écrit Alexandre Jevakhoff, le *Nutuk* est « une extraordinaire appropriation de l'Histoire par un homme fier de son patriotisme et convaincu de sa force, au point d'offrir à son pays plus qu'un récit historique ou un discours politique : un symbole »⁴. En bref, le *Nutuk*, c'est Kemal vu et raconté par Kemal.

Au fil d'un récit foisonnant, l'orateur revisite la décennie écoulée en éclairant les pans d'histoire qui mettent son propre rôle en valeur et en réglant ses comptes avec certains de ses adversaires. La dernière partie du texte est un appel à la jeunesse turque, à laquelle il a voulu montrer comment il a ramené un peuple que l'on pensait fini sur le devant de la scène internationale. Kemal adjure la jeunesse de défendre la république et l'indépendance par tous les moyens et en toutes circonstances.

La fin du règne de Kemal et son héritage

La destinée de Mustafa Kemal ne s'arrête pas en 1927. Au lendemain du *Nutuk* a lieu le premier grand recensement national en Turquie et, le 1^{er} novembre, Kemal est réélu président. Durant onze ans, les réformes vont continuer à se succéder : suppression

⁴ Alexandre Jevakhoff, *Kemal Atatürk. Les chemins de l'Occident*, Paris, Tallandier, 2004 (1989), p. 379.

de l'article constitutionnel faisant de l'islam la religion d'État, adoption des caractères latins et du système métrique, campagne d'alphabétisation, droit de vote et d'éligibilité aux femmes pour les élections municipales (1930) puis nationales (1934), « turquification » du culte, obligation de porter un patronyme, interdiction des vêtements religieux hors des lieux de culte. Ces bouleversements, la Turquie les vit toujours en régime de parti unique, malgré une tentative avortée de multipartisme en 1930. Le 10 novembre 1938, c'est donc un dictateur qui disparaît avec Kemal Atatürk mais un dictateur pleuré par la majorité de son peuple qu'il laisse comme orphelin.

Le successeur d'Atatürk, son bras droit Ismet İnönü, va poursuivre l'œuvre engagée. Dirigeant le pays jusqu'en 1950, il y établit un fragile multipartisme. Mais s'éloigne-t-il ou non de Kemal lorsque, poussé par la logique des blocs, il s'allie aux États-Unis puis intègre fermement la Turquie à l'OTAN ? Certes, il s'agit d'une perte de souveraineté mais l'ancrage occidental était bien un fer de lance du « kémalisme ». En revanche, sur la question de la laïcité, İnönü pose les premiers jalons d'une évolution certaine en réintroduisant, de manière facultative, la religion à l'école et à l'armée. Ses successeurs directs s'engouffreront dans la brèche, bien avant que des partis ouvertement islamistes n'apparaissent au premier plan et n'accèdent finalement au pouvoir⁵. Entre-temps, la Turquie a surtout connu la loi des coups d'État militaires à répétition, l'armée étant la gardienne proclamée de l'héritage kémalien.

À cheval sur l'Europe et l'Asie, la Turquie reste une énigme pour le monde occidental, comme le prouvent les multiples débats autour de son adhésion à l'Union européenne. Quelle peut y être sa place ? Risque-t-elle, une fois admise, de se radicaliser et d'introduire l'islam politique au cœur de l'Europe ou le danger ne viendrait-il pas plutôt d'un rejet européen, qui renverrait la Turquie à l'Asie et affaiblirait les partis laïques ? Mais avant une réponse définitive de Bruxelles, Ankara doit encore répondre à plusieurs critères européens en termes de démocratisation, de progrès économiques, de respect des minorités et de réflexion sur son passé.

GRAND DISCOURS

Le 19 mai 1919, je débarquai à Samsoun. Voici quel était l'aspect général de la situation à cette date :

Le groupe de Puissances dont a fait partie l'Empire Ottoman a été vaincu dans la guerre générale. L'armée ottomane est partout désarmée. Un armistice a été signé à de dures conditions. Les longues années de la Grande Guerre ont laissé la nation épuisée, appauvrie. Ceux qui ont entraîné le peuple dans la guerre générale, ne se souciant que de leur

⁵ 1991 : 17 % pour le *Refah*, Parti de la prospérité créé en 1970 ; 1996 : premier chef de gouvernement islamiste.

propre salut, se sont enfuis. Vahideddin, cet homme dégénéré, occupe le Trône et le Khalifat, et sa seule préoccupation est de sauver par des moyens méprisables sa vie et le trône. Le cabinet présidé par Damad Férid Pacha n'a ni force, ni dignité, ni courage ; il est soumis entièrement à la volonté du Sultan et se résigne à toute situation garantissant la sécurité de ses membres et celle du Souverain.

L'armée a été dépouillée de ses armes et munitions et l'on continue à la dépouiller.

Les Puissances de l'Entente ne se soucient nullement de respecter les stipulations de l'armistice. Sous divers prétextes, leurs flottes, leurs armées sont à Constantinople. Le Vilayet d'Adana est occupé par les Français ; Ourfa, Marache, Aïntab par les Anglais. À Adalia et à Konia, il y a des troupes italiennes. À Merzifoun et à Stamboul, des troupes anglaises. Les officiers, les fonctionnaires étrangers, ainsi que leurs agents particuliers déploient partout leur activité. Enfin, le 15 mai 1919, c'est-à-dire quatre jours avant la date que nous avons adoptée pour point de départ du présent exposé, l'armée hellène débarque à Smyrne, avec l'assentiment des Puissances de l'Entente. De plus, partout dans le pays, les éléments chrétiens travaillent ouvertement ou clandestinement pour leur propre intérêt hâtant ainsi l'effondrement de l'État. [...]

– *Mustafa Kemal évoque ensuite les événements survenus de 1919 à 1925* –

En cherchant et en étudiant les causes de l'insurrection de l'Est [février 1925], due à un mouvement concerté, d'un caractère général et réactionnaire, on découvrira, parmi les causes efficientes et principales, les promesses religieuses du parti républicain progressiste, ainsi que les organisations et les agissements des secrétaires-délégués envoyés par le même parti, dans les provinces orientales. [...]

Messieurs,

Pouvait-on supposer que les gens qui, se servant des mots de « progressistes » et de « république », jugeaient prudent de dissimuler le drapeau de la religion à nos regards et à ceux des éléments cultivés du pays, pussent ignorer l'existence de ceux qui se livraient à toutes sortes de préparatifs à l'intérieur et à l'étranger, tramaient des complots, pour provoquer dans le pays une réaction et un soulèvement général ?

On ne peut admettre que, sinon tous les membres affiliés à ce nouveau parti, mais ceux qui prônaient les promesses religieuses comme moyens de succès, fussent des gens bienveillants envers le pays, envers nous-mêmes, et qu'ils fussent dans l'ignorance des complots qui se tramaient.

Supposons qu'ils ignoraient les réunions secrètes qui avaient lieu dans différentes parties du pays, des mois avant l'insurrection ; les organisations de « la Société secrète islamique » ; les promesses faites au cours d'une réunion des Cheikhs Nakchibendis⁶ à Stamboul⁷, en vue de soutenir l'insurrection à préparer ; et enfin les termes pleins d'espoir dans lesquels il était parlé du Parti de Kiazim Karabekir Pacha dans les proclamations de ceux qui d'au-delà de nos frontières, se livraient à des excitations subversives. Mais quand, à l'époque du gouvernement de Féthi Bey, on leur fit savoir précisément par l'intermédiaire de Féthi Bey⁸ lui-même, que l'attitude de leur parti était nuisible et de nature à pousser à la révolte et à la réaction, n'était-il pas nécessaire pour eux d'examiner la situation sous son vrai jour ? Ne fût-ce qu'après les avertissements du gouvernement et les miens qui étaient inspirés par les sentiments les plus sincères, n'auraient-ils pas dû voir la vérité et agir en conséquence ? Mais au contraire, cette fois encore, ils s'évertuèrent à interpréter dans un sens tout à fait opposé le cliché du « respect aux idées et aux croyances religieuses », comme s'ils voulaient ainsi faire entendre qu'en étant respectueux des idées et des croyances de n'importe quelle religion et de ses adeptes, ils faisaient preuve du plus large libéralisme.

Messieurs, on ne peut qualifier cette attitude de correcte et de sincère.

On assiste à bien des manœuvres sur le terrain politique.

Mais quand l'ignorance, le fanatisme et toutes sortes d'animosités se dressent contre l'administration républicaine qui est l'incarnation d'un idéal sacré, et contre le mouvement moderne, la place des progressistes et des républicains est à côté des vrais progressistes et des vrais républicains et non dans les rangs, où les réactionnaires puisent leur espoir et leur activité.

Qu'advint-il, messieurs ? Le gouvernement et l'Assemblée se virent obligés de prendre des mesures extraordinaires. Ils firent promulguer la loi sur le raffermissement de l'ordre et entrèrent en fonctions les tribunaux d'indépendance. Ils affectèrent pendant un espace de temps assez long huit à neuf divisions de l'armée sur pied de guerre à la répression des troubles et mirent fin à l'activité de l'organisation nuisible qui portait le nom de « Parti progressiste républicain ».

Le résultat fut naturellement le succès de la République. Les rebelles furent anéantis. Mais les ennemis de la République ne considérèrent pas cette défaite comme la phase finale du complot. Ils tentèrent indignement

⁶ Confrérie religieuse d'Erzincan, opposée aux réformes de Kemal.

⁷ Istanbul.

⁸ Ali Fethi, plusieurs fois Premier ministre et notamment de novembre 1924 à mars 1925. Il est alors accusé de faiblesse face à l'insurrection de l'Est et est remplacé par Ismet (plus tard Ismet İnönü) auquel il avait précédemment succédé.

leur dernière entreprise qui se manifesta sous la forme du complot de Smyrne⁹. La main vengeresse de la justice républicaine eut une fois de plus raison des conspirateurs et délivra la République.

Honorables messieurs, lorsqu'à la suite de nécessités sérieuses, nous fûmes convaincus pour la première fois de l'utilité de faire prendre des mesures extraordinaires par le gouvernement, il y en eut qui n'approuvèrent pas notre initiative.

Il y eut des personnes qui lancèrent l'idée et cherchèrent à faire croire que nous nous servirions de la loi sur le raffermissement de l'ordre et des tribunaux d'indépendance comme d'instruments de dictature ou de despotisme.

Il n'y a pas de doute que le temps et les événements se chargèrent de démentir et de confondre ceux qui voulurent propager cette opinion.

Nous n'avons jamais utilisé les mesures d'exception, mais quand même légales, pour nous élever de quelque façon que ce soit au-dessus de la loi.

Au contraire, nous les avons appliquées pour établir la paix et la tranquillité dans le pays. Nous les avons employées pour assurer l'existence et l'indépendance de l'État. Nous en avons profité dans le sens du développement social de la nation.

Messieurs, aussitôt que cessait le besoin d'appliquer les mesures extraordinaires auxquelles nous avons eu recours, nous n'éprouvions aucune hésitation à y renoncer. Ainsi, par exemple, les tribunaux d'indépendance cessèrent de fonctionner le moment venu¹⁰, comme la loi sur le raffermissement de l'ordre fut derechef soumise à l'examen de l'Assemblée Nationale, à l'expiration de son terme. Si l'Assemblée a jugé nécessaire de proroger, pour quelque temps encore, l'application de cette loi, c'est assurément qu'elle y a vu un intérêt supérieur de la nation et de la République.

Peut-on concevoir que cette décision de la Haute Assemblée vise à nous conférer les moyens d'exercer le despotisme ?

Messieurs, il était nécessaire de rejeter le fez qui était sur nos têtes comme l'emblème de l'ignorance, du fanatisme, de la haine du progrès et de la civilisation, pour adopter à sa place le chapeau utilisé comme coiffure par tout le monde civilisé, et de montrer, entre autres, de cette manière, qu'il n'y avait aucune différence entre la nation turque et la grande famille de la civilisation au point de vue de la mentalité. Nous avons fait cela pendant que la loi sur le raffermissement de l'ordre était encore en vigueur. Si cette loi n'avait pas été en vigueur, nous l'aurions fait quand même ; mais on peut dire, à juste titre, que l'existence de cette loi nous assura de grandes

⁹ Tentative manquée d'assassinat sur Kemal, en juin 1926.

¹⁰ Ils furent supprimés en mars 1927, après avoir condamné 640 personnes à la peine de mort.

facilités. En effet, l'application de la loi sur le raffermissement de l'ordre prévint que le moral de la nation fût empoisonné dans une large mesure par les réactionnaires.

Il est vrai qu'un député de Brousse qui durant toute sa carrière législative n'était pas monté une seule fois à la tribune et n'avait jamais prononcé une seule parole à la Chambre pour défendre les intérêts de la nation de la République, le député de Brousse, Noureddine Pacha, dis-je, présenta une longue motion contre le port du chapeau et monta à la tribune pour la défendre.

Il prétendit que le port du chapeau « était contraire aux droits fondamentaux, à la souveraineté nationale et au principe de l'inviolabilité de la liberté personnelle », et s'efforça de « ne pas faire appliquer cette mesure à la population ». Mais l'explosion de fanatisme et de réaction que Noureddine Pacha réussit à provoquer du haut de la tribune nationale, n'aboutit qu'à la condamnation de quelques réactionnaires par les tribunaux d'indépendance.

Messieurs, la fermeture des Tekkés¹¹, des cloîtres, des mausolées, ainsi que la suppression de toutes les sectes et de toutes sortes de titres tels que ceux de Cheïkh, Derviche, Disciple, Tchélébi, Occultiste, Magicien, gardien de mausolée et autres, eurent lieu pendant que la loi sur le raffermissement de l'ordre était en vigueur.

On appréciera combien l'application de ces mesures était nécessaire pour démontrer que notre entité sociale ne représentait pas une nation primitive, vouée aux préjugés et aux superstitions.

Pouvait-on considérer comme une nation civilisée, une agglomération d'hommes traînée à la remorque d'un tas de Cheïkhs, de Dédés, de Saïds, de Tchélébis, de Babas et d'Emirs; confiant leur sort et leur vie aux chiromanciens, aux faiseurs de sortilèges, aux jeteurs de sort, aux vendeurs d'amulettes? Devait-on maintenir dans le nouvel État turc, dans la République turque des éléments et des institutions comme ceux-là qui, depuis des siècles, avaient pu donner à la nation un aspect différent de celui qu'elle avait en réalité? Est-ce que ce n'aurait pas été commettre la faute la plus grande et la plus irréparable pour la cause du progrès et de la régénérescence?

Ainsi, si nous mîmes à profit l'existence de la loi sur le raffermissement de l'ordre, ce fut pour ne pas commettre cette erreur historique; pour montrer le front pur et serein de la nation tel qu'il est; pour prouver que notre peuple n'est pas d'une mentalité fanatique et réactionnaire.

Messieurs, c'est au cours de la même période dont nous parlons, que furent élaborées et éditées les lois nouvelles qui promettent de fructueux

¹¹ Couvents.

résultats pour la nation dans les domaines social et économique et, en somme, dans toutes les manifestations de l'activité humaine [...] le code civil qui assure la liberté de la femme¹² et consolide l'existence de la famille.

Par conséquent, nous profitons de toutes les circonstances, uniquement à un seul point de vue, qui consiste à élever la nation au degré auquel elle a droit d'aspirer dans le monde civilisé, à consolider toujours davantage la République turque sur des bases inébranlables [...] et pour cela détruire à jamais l'esprit de despotisme.

Cet exposé détaillé qui vous a retenu tant de jours, n'est en définitive que le récit d'une époque relevant désormais du passé.

Je m'estimerai très heureux si, au cours de ce récit, j'ai pu faire ressortir quelques vérités susceptibles de fixer l'attention et l'intérêt de ma nation et des générations futures.

Messieurs, par cet exposé, je me suis efforcé d'expliquer comment un grand peuple, dont on considérait la carrière nationale comme achevée, reconquit son indépendance ; comment il créa un État national et moderne fondé sur les plus récentes données de la science.

Le résultat auquel nous sommes arrivés aujourd'hui, est le fruit des enseignements qui se dégagent des malheurs éprouvés pendant des siècles, et le prix des torrents de sang qui arrosèrent chaque coin de notre chère patrie.

Je remets ce dépôt sacré entre les mains de la Jeunesse turque.

Jeunesse turque ! Ton premier devoir est de sauvegarder et de défendre éternellement l'indépendance nationale, la République turque. C'est là le seul fondement de ton existence et de ton avenir. Ce fondement recèle ton trésor les plus précieux. Il y aura, aussi dans l'avenir, des malveillants à l'intérieur du pays comme à l'étranger, qui voudront arracher ce trésor. Un jour, si tu es acculé à la nécessité de défendre l'indépendance et la République, tu feras abstraction, pour accomplir ton devoir, des possibilités et des conditions de la situation dans laquelle tu pourrais te trouver. Il peut se faire que ces conditions et ces possibilités soient nettement défavorables. Il est possible que les ennemis qui attenteront à ton indépendance et à ta République, représentent la force la plus victorieuse qui ait été vue sur terre ; que l'on se soit emparé par ruse ou par violence de toutes les citadelles et de tous les arsenaux de la patrie ; que toutes ses armées soient dispersées et le pays entièrement et effectivement occupé.

Envisageant une éventualité plus sinistre encore, suppose que ceux qui détiennent le pouvoir dans le pays soient tombés dans l'erreur, puissent

¹² L'application du Code civil suisse conduit théoriquement à la fin de la polygamie et de la répudiation.

être des ignorants ou des traîtres, et même que ces dirigeants confondent leurs intérêts personnels avec les ambitions politiques des envahisseurs. Il pourrait advenir que la nation se trouve réduite au dénuement le plus complet, à l'indigence la plus extrême ; qu'elle se trouve dans un état de ruine et d'épuisement complets.

Même dans ces circonstances et dans ces conditions, ô enfant turc des siècles futurs, ton devoir est de sauver l'indépendance, la République turques.

La force qui t'est nécessaire pour cela existe, en puissance, dans le noble sang qui coule dans tes veines.